

Jeudi 5 novembre 2009

Débat du vendredi 4 décembre 2009 à 20 Heures

Salle des Fêtes de Saint Sauveur de Montagut

Vous trouverez en pièce jointe la proposition de Martine Corneloup sur les thèmes de ce débat

Prochain Point Info

le lundi 9 novembre 2009 à 18 H 00
ancienne salle du conseil municipal de Saint Sauveur de
Montagut.

Ordre du jour : contenu du débat du 4 décembre 2009

Une précision par Bernadette et Pierre Guillard sur l'annulation de la circulaire de "régularisation exceptionnelle pour motif professionnel" du 7 janvier 2008

à retrouver ici : <http://www.questionsdetrangers.com/>

La circulaire du 7 janvier 2008, qui précisait les conditions à remplir pour demander une régularisation exceptionnelle pour motif professionnel a été annulée... Peu de monde en parle, et pour cause : pour l'instant, plutôt que de révolutionner les possibilités de régularisation, cette annulation laisse planer un flou juridico-technique.

Rapide explication de la décision :

Sur les inégalités de traitement des salariés étrangers en fonction de leur nationalité

Le Gisti a saisi le Conseil d'Etat sur cette question il y a plusieurs mois.

Sur ce point, le Conseil d'Etat n'a pas donné raison au GISTI :

- Il réaffirme la préférence communautaire, issue des accords européens selon lesquels les pays de l'Union Européenne doivent bénéficier d'un régime préférentiel.
- Il réaffirme le régime spécifique des Algériens et des Tunisiens du fait de la signature d'accords bilatéraux. Les Algériens et les Tunisiens restent mis à l'écart des dispositions de la loi du 20 novembre 2007, et notamment de la liste des 30 métiers « ouverts ». Cependant, les Tunisiens bénéficient d'une liste de métiers spécifique.
- Il réaffirme la possibilité d'établir des listes des métiers propres aux pays avec lesquels la France a signé des accords bilatéraux.

Annulation de la circulaire de « régularisation exceptionnelle pour motif professionnel » du 7 janvier 2008

Le Conseil d'Etat a annulé cette circulaire pour des raisons « techniques » : une circulaire est théoriquement édictée pour préciser une loi (ici, l'article 40 de la loi du 20 novembre 2007) pour rendre son application plus facile. Or, le Conseil d'Etat a considéré que les précisions exprimées par cette circulaire restreignaient trop la Loi. Il a notamment fait référence à la restriction de la possibilité de régularisation par le travail aux seuls métiers inscrits sur la liste des 30 métiers.

Cela signifie qu'à la suite de cette décision du Conseil d'Etat, et dans l'attente d'un nouveau texte d'application, **les préfets pourront instruire les dossiers en fonction des seules "considérations humanitaires" ou "des motifs exceptionnels", dont les motifs professionnels, que fera valoir le ressortissant étranger.**

A la suite de l'action du GISTI et de cette décision du Conseil d'Etat, **il est donc théoriquement possible d'obtenir un titre de séjour « salarié » à la suite d'une régularisation pour motif exceptionnel pour des profils tout à fait divers, laissés à l'appréciation du Préfet... Ce qui renforce du même coup l'examen au cas par cas (et les potentielles inégalités de traitement des demandes entre les Préfectures).**

Toutefois, ce « vide » technique risque de ne pas durer très longtemps. En effet, le Ministre de l'Immigration devrait tout prochainement publier un nouveau texte, en remplacement de la Circulaire, qui était en préparation suite aux mouvements des salariés sans-papiers, avant la décision du Conseil d'Etat.

Un communiqué de Jean-Claude Amara, de "Droits devant !! du 4 novembre 2009 : Une première bataille gagnée !

DROITS DEVANT !!
44, RUE MONTCALM
75018 – PARIS
TEL : 06.30.12.61.02 – 01.42.58.82.19

DROITS DEVANT !! A LA « NUIT BLANCHE POUR LES TRAVAILLEUSES SANS-PAPIERS
AU NOIR ».

Les femmes sans-papiers de Droits devant !! sont mobilisées depuis le 15 avril 2008, date de la première vague des grèves de travailleur-e-s sans-papiers lancée par Droits devant !! et la CGT.

Ce mouvement a gagné une première bataille en obtenant la régularisation de 79 femmes sans papiers, travaillant notamment au noir dans l'aide à la personne.
Aujourd'hui, le mouvement s'élargit et les militantes de Droits devant !! continuent le combat pour une régularisation de Toutes.

Elles seront présentes et apporteront leur témoignage durant cette NUIT BLANCHE :

VENDREDI 6 NOVEMBRE DE 19 H 00 A 23 H 00

AU SIEGE DE LA CGT

263, rue de Paris

93100 - Montreuil (Mo : Pte de Montreuil)

Un article du Monde du 3 novembre 2009 : "*Identité nationale, une manoeuvre indigne, par Aquilino Morelle et Manuel Valls*"

Aller ici : http://www.lemonde.fr/archives/article/2009/11/03/identite-nationale-une-manoeuvre-indigne-par-aquilino-morelle-et-manuel-valls_1262120_0.html

Un peu de littérature...

Marie NDiaye, qui vient d'obtenir le Prix Goncourt 2009 pour "**Trois femmes puissantes**" (Ed Gallimard), dit trouver l'atmosphère en ce moment en France "à la fois dépressive et brutale".

Extrait de son livre, en page 289 :

"...Ce qu'il convenait de garder toujours présent à l'esprit : le voyage pouvait durer des mois, des années, ainsi que cela s'était passé pour un voisin de Lamine qui n'avait gagné l'Europe (ce que c'était exactement que cela, l'Europe, et où cela se trouvait, elle remettait à plus tard de l'apprendre) qu'au bout de cinq ans après son départ de la maison.

Ceci encore : il était impératif d'acheter un passeport, Lamine connaissait une filière sûre.

Et puis : le garçon se refusait maintenant à partir sur la mer depuis cette côte.

Le trajet serait plus long, beaucoup plus long, mais il passerait par le désert et arriverait à un certain endroit qu'il faudrait escalader pour se retrouver en Europe.

Et puis, et puis, avait dit Lamine à plusieurs reprises, son visage lisse et creux, luisant de sueur, soudain fermé, buté, il lui était indifférent de mourir s'il fallait même envisager de payer de ce prix la poursuite d'un tel but, mais vivre comme Il avait vécu jusqu'à présent, il ne le voulait plus..."

Pizzeria Fino ouverte

tous les jours, midi et soir sauf le mardi,
Place de la Mairie de Saint Sauveur de Montagut



Lundi 9 novembre 2009

Au point info de ce soir lundi 9 novembre,
plus de 40 personnes se sont retrouvées à Saint Sauveur de Montagut.

Le thème proposé par Martine Corneloup, pour le débat du 4 décembre à 20 H 00 à Saint Sauveur de Montagut, a été retenu à l'unanimité.

(voir document joint).

Yves se charge du contact des différentes organisations à inviter (MRAP, Sud, CGT, CFDT, Solisaires, FSU, UNSA, Ligue des Droits de l'Homme, CIMADE, ASTI,...)

Comme la mobilisation pour Khedher a bénéficié de soutiens de différentes organisations, il a été décidé que, si possible, et si nécessaire, les dons au Comité de soutien à Khedher pourront être utilisées localement pour soutenir d'autres personnes victimes des quotas ou de la politique nationale d'immigration.

Le prochain point Info aura lieu vendredi 20 novembre à 18 H 00,
à l'ancienne salle du Conseil Municipal de Saint Sauveur de Montagut.

Un point financier sur les dons et les dépenses au Comité de soutien à Khedher sera fait.

Une proposition de thème de débat de Claire Pizette

Absente aux réunions je reste informée et solidaire. J'aimerais proposer, si cela est possible deux points pour le débat :

1/DUBLIN II : n'est ce pas une manière déguisée que les pays riches de l'Europe ont trouvé pour refiler le "bébé" aux pays plus démunis de l'Europe, les nouveaux entrants, tout en sachant qu'ils traitent les sans papiers de manière inhumaine dans leurs centres de rétention ? Au moment où l'on célèbre la chute du Mur de Berlin, l'Europe et la France construisent un autre mur à coups de lois iniques ! Bientôt les élections européennes, que pensent nos futurs élus de ce problème et que feront-ils par rapport à Dublin II.

2/ La dénomination "Travailleurs sans papiers" me chagrine un peu car on écarte les autres sans papiers qui ont autant droit au respect et à un accueil humain. CGT et Droits Devant ! utilisent ce terme restrictif pour combattre le gouvernement sur ses terres ... mais n'est-ce pas dangereux se stigmatiser les sans papiers-sans travail ! Faut-il travailler pour avoir droit au respect ?

A vous de voir.

NDR : le thème du débat du 4 décembre étant défini, cette proposition reste valide pour le "Grand débat" que l'on organiserait à la fin de l'hiver, à Privas ou ailleurs... Celle de Jean-Claude Amara aussi du reste...

Une réflexion de Bernadette Guillard

Bonjour,

La grisaille invitant parfois à la réflexion je m'attarde un peu sur le souvenir du passage à Veyras, banlieue de Privas, de Madjiguène Cissé originaire du Sénégal et l'une des porte-parole du collectif de Saint Bernard.

(NDR : pour rappel voir la vidéo INA du 23 août 1996 du Journal télévisé de France 2 : <http://www.ha.ina.fr/economie-et-societe/vie-sociale/video/CAB96044489/evacuation-st-bernard.fr.html>)

Voici sur quoi elle nous interpellait à la page 175 de son livre, "**Parole de sans-papiers**" édité en 1999 :

"...des militants associatifs ,des syndicalistes ou membres de partis politiques n'ont pas voulu comprendre que les sans-papiers avaient décidé de diriger eux- mêmes leur lutte et de se battre aussi sur cette question.

Nous n'avons nié ni la bonne volonté ni la compétence de ces militants nous n'avons douté à aucun moment de leur expérience. mais nous avons eu besoin,nous aussi,de nous forger une expérience,d'apprendre à nous organiser, qu'il s'agisse de prendre la parole, de rédiger un tract, de rencontrer des personnalités ou des représentants du pouvoir ou d'envoyer un fax et nous servir d'un ordinateur..."

Madjiguène Cissé est retournée depuis dans son pays faute d'avoir pu réaliser son désir : voir régulariser avant elle tous ceux de l'époque qui attendaient des papiers".

Depuis, 10 Années ont passé.....

Mardi 10 novembre 2009

Il semblerait que la décision prise par le Comité hier lundi 9 novembre à propos de l'utilisation de l'argent du Comité de soutien pose problème à quelques-uns (voir message de Edith ci-dessous).

Alors pour ceux qui ont raté la réunion d'hier, le point info du **vendredi 20 novembre 2009 18 H 00** permettra d'en parler et de décider définitivement...

Un message de Claire Pizette

Bravo pour les décisions prises hier soir : thème débat et utilisation "cagnotte".

Un message de Edith Flory

Je tiens à faire savoir que je m'élève une fois de plus contre la décision qui a été prise d'éventuellement reverser l'argent reçu pour Khedher à diverses associations ou pour diverses actions.

Je tiens à nouveau à faire savoir que cet argent a été donné pour Khedher et parce que c'était lui et non pas un sans-papier lambda.

Votre décision part sûrement d'un bon sentiment, mais autant d'argent n'aurait pas été réuni si la collecte avait été faite pour les sans-papiers. à aucun moment il n'a été envisagé de faire partager cet argent pour quelque bonne oeuvre que ce soit.

Je comprends votre démarche mais ne peut y adhérer : mobilisez les gens pour les Afghans, les Kurdes et réclamez des dons aux gens, vous verrez de combien vous disposez.

Je pense que votre combat est le bon, mais il est différent de celui pour lequel autant de gens ont été mobilisés.

Je ne peux être aux réunions des lundi et vendredi et le regrette car je ne peux pas exposer mon point de vue de plus je ne pense pas être la seule à avoir cette idée.

Cordialement à tous

Jeudi 12 novembre 2009

Bonjour,

Une fois n'est pas coutume, permettez-moi d'utiliser le mot "je" dans cet e-mail.

**"Résister" est un verbe qui se conjugue au présent
ou "To exist is to resist"**

Je vais commencer par un témoignage qui fait écho aux actions engagées par le Comité de soutien à Khedher, et en particulier à la grande marche des Résistances du samedi 12 septembre 2009 entre le Col du Moulin à vent et la Préfecture de Privas.

Il faut absolument écouter ce témoignage du merveilleux Stéphane Hessel (92 ans !), ancien résistant, ancien ambassadeur.

(Il a participé à la rédaction de la Déclaration universelle des droits de l'Homme en 1948).

Vous trouverez ce témoignage dans "**L'humeur vagabonde**", émission de Kathleen Evin, sur France Inter de 20 H00 à 21 H 00 diffusée mercredi 11 novembre 2009, . Cette émission était consacrée à la Résistance, à l'occasion de la sortie du film documentaire "**Walter, Retour en résistance**" de Gilles Perret (sorti en salle le 4 novembre), avec comme invités, Gilles Perret et Raymond Aubrac.

Il faut aller ici : <http://sites.radiofrance.fr/franceinter/em/humeurvagabonde/>
puis cliquer sur "**écoutez l'émission du mercredi 11 novembre 2009**"

L'émission dure une heure, et le reportage sur Stéphane Hessel se trouve exactement à 24 mn et 39 secondes du début.

Attention : à partir du 19 novembre 2009, cette émission ne sera plus visible sur le site Web de France Inter (mais vous pouvez la podcaster)

Pour mieux cerner le Grand Stéphane Hessel, vous pouvez aussi voir le débat sur l'immigration Hessel / Hortefeux du 28 février 2008 en 3 vidéos.

Vidéo 1 : <http://videos.nouvelobs.com/video/iLyROoafYjfG.html>

- Par ailleurs, je propose pour le grand débat de l'année prochaine dont nous avons déjà parlé aux Point infos de St Sauveur, de diffuser ce film "**Walter, Retour en résistance**" de Gilles Perret au cinéma de Privas ou ailleurs...

Le réalisateur est prêt à se déplacer pour présenter son film ...

(voir bande annonce de 3 mn ici : http://www.dailymotion.com/video/xa70pg_bande-annonce-walter-retour-en-resi_news)

- Dans la continuité de cette proposition, je propose aussi de participer au grand rendez-vous du Plateau des Glières (Haute Savoie) le 16 mai 2010 qui a réuni, cette année (le 17 mai 2009), 4 000 personnes sur le thème de la résistance !

(voir infos sur ici : <http://www.fsd74.org/spip.php?article2287>)

Prochain Point Info du vendredi 20 novembre 2009 à 18 H 00
à l'ancienne salle du conseil municipal de Saint Sauveur de Montagut

ordre du jour (incomplet) :

- le Point sur l'organisation du débat du 4 décembre 2009 à Saint Sauveur de Montagut : les réponses aux invitations envoyées

- actions futures

- le Point sur les finances du Comité de soutien par Marie-Jo Dupont et / ou Edith Flory : présentation détaillée des comptes (Dépenses / Recettes), prévisions pour la suite ...

René Char, grand résistant, parlait des sociétés argentifères...

Face à la polémique concernant la gestion des dons en faveur de la régularisation de Khedher (voir messages qui suivent et les messages dans mon précédent E-mail), ma retransmission des propos de la réunion de lundi dernier était sommaire et incomplète (mais j'ai aussi une autre vie !) : il est bien entendu que la décision dont j'ai fait état à propos de l'utilisation des dons pour soutenir d'autres causes n'est valable qu'après la régularisation définitive de Khedher...

Un deuxième vote de confirmation est-il nécessaire ? (En clair, s'il reste des fonds après la régularisation espérée de Khedher, qu'en ferons nous ?)

- divers....

Un message de Bernadette Guillard

Bonjour,

Une certitude les mails : " Khedher régularisation, droit au travail" surtout les derniers, obligent à revoir et écouter à travers leurs écrits les ex sans-papiers aujourd'hui régularisés.

Je suis donc allée revisiter le livre d' Ababacar Diop " Dans la peau d'un sans-papiers édité au SEUIL en janvier 1997.

Voici ce que j'y ai trouvé en matière de conclusion:

"mon souci est d'élargir le soutien tout autour de nous, mais il n'est pas question de nous laisser submerger ni de nous laisser récupérer par quelque organisme ou parti politique ce soit....

On me pose souvent la question: "Comment faites-vous pour tenir?"....

Nous recevons des chèques d'un peu partout en France, ils nous permettent de nous sustenter et de tenir le coup...

Comme nous aimons à le rappeler nous ne sommes pas à la recherche d'un logement ou de nourriture mais d'un document administratif....

Votre soutien effectif, efficace, lié à vos convictions politiques ou religieuses dans le sens du combat pour la Liberté pour la dignité permettra de gagner la bataille de l'Honneur."

Ces affirmations me semble-t-il posent les limites et les difficultés des comités de soutien aux sans-papiers.

Un message de Patrick Dupont

Je m'étonne qu'une nouvelle fois, en réunion le 9 novembre dernier, la destination des dons au "Comité de soutien de Khedher " ait été remise en cause !

Il était convenu, depuis le démontage de la tente, que le Comité, n'évoquerait plus le sujet, tant que la régularisation de Khedher ne serait pas obtenue et certaine.

Si ce sujet devait être re-débatu, ce 9 novembre, il eut été normal que l'ordre du jour de la réunion le stipule, ne serait-ce que par respect pour tous ceux qui ont consacré beaucoup de leur temps depuis le 21 août dernier, à ce comité... mais aussi pour tous les généreux donateurs.

Tous ces donateurs ont fait leur don POUR Khedher et pour qu'il puisse subvenir à ses besoins et aux dépenses inhérentes à sa défense et à sa régularisation, sans oublier Nathalie et Colette.

Surtout qu'il est bien difficile de dire, aujourd'hui, combien de temps, encore, la situation problématique de Khedher va durer?

J'ose espérer que les associations et organisations qui ont fait bénéficier Khedher de leur soutien et de leurs conseils ne l'ont pas fait pour autre chose que la fierté de voir Khedher revivre libre et travailler normalement dans son village.

Je tiens également à rappeler que l'appellation complète du comité est, comme le stipule le texte de la pétition d'origine (qui a été signée par près de 2000 personnes dont 300 et quelques donateurs):

"Comité de soutien EN FAVEUR DE LA REGULARISATION DE KHEDHER HADDAD". rien d'autre!

Il est hors de question pour moi d'être complice d'un quelconque détournement d'une partie de toute cette générosité.

Je suis convaincu qu'il faut continuer à se battre pour tous les sans-papiers, mais pour moi, c'est une démarche différente que celle qui nous a mobilisés si nombreux, pendant des semaines, 24 h sur 24 devant la Pizza Fino, sur la place de l'horloge face à la mairie de Saint-Sauveur-de-Montagut.

Avec toute mon amitié pour chacune et chacun de vous.

Un message de Alja Darribère

En réaction des derniers messages j'ai envie de réagir.

Je ne peux plus participer aux réunions et démonstrations, je le regrette, mais je suis vraiment très débordé et très épuisée.

Notre famille a versé de l'argent pour aider à payer les frais pour les actions qui devraient être entrepris pour Kheder, pour qu'il puisse rester au pays. Mais pour moi personnellement, si il reste de l'argent, je suis en accord que notre partie soit utilisé pour "sauver" d'autres personnes.

Je peux très bien comprendre que cela ne compte pas pour tout le monde, et il sera peut être impossible de voir qui sera d'accord que son argent sera utilisé pour d'autres personnes en danger que Kheder, mais on peut peut être estimer le pourcentage des personnes qui pensent comme moi?

Et puis pour Kheder tout n'est pas réglé, la question se pose peut être un peu trop tôt?

Je suis heureuse de pouvoir rester en contact et de savoir quand il y en a vraiment besoin de venir en force, je me forcerai de donner encore de mon temps et de mon énergie (de ce qu'il en reste), pour agir avec vous. Pour Kheder et tout ceux qui sont traités inhumainement.

Un message de Marc Pelenc

Régularisation et droit au travail pour khedher !

Chers amis, le comité de défense créé pour la défense de kehder avait pour but l'obtention de sa libération, sa régularisation.

En attendant son droit au travail, Kkedher doit vivre décemment en bénéficiant de l'argent récolté en sa faveur.

Le droit au travail obtenu, nous pourrons alors discuter de l'utilisation du reliquat, pourquoi pas en soutenant une autre cause.

Un message de P. Leroy

N'ai pu assister aux dernières réunions du comité de soutien .

J'adhère complètement à l'opinion d'Edith

NDR : voir le message d'Edith dans mon E mail du mardi 10 novembre 2009

Un message de Jean-Claude Amara

Même si la réaction d'Edith souligne sur le fond des réalités, je pense que néanmoins, l'argent récolté autour de la lutte pour Kheder, si le comité de soutien en est d'accord dans sa majorité, doit pouvoir servir à d'autres luttes qui iront de toute façon dans la continuité de la mobilisation autour de Kheder. La gestion de cet argent, comme par exemple pour le réseau Education Sans Frontières (RESF) Ardèche, doit pouvoir se faire par l'intermédiaire d'un syndicat ou d'une association faisant partie du Réseau Kheder (CGT, Conf. Paysanne, FSU, CIMADE, Droits devant!!...).

Un message de Hervé Doz

Bonjour à tous:

Je tiens par ce message à soutenir les positions d'Edith car je partage totalement son avis sur la question de l'utilisation de fonds récoltés pour Kedher , question qui d'ailleurs avait été abordée il y a une quinzaine de jours et il me semblait que le débat avait abouti sur une utilisation strictement réservée au cas de Kedher; je pense qu'une utilisation plus "large " de ces fonds impliquerait tous les donateurs dans une lutte nationale ce qu'ils ne souhaitent pas tous forcément ; prendre une telle décision à leur place me gêne beaucoup, même si la lutte contre tous les effets des lois hortefeux et besson sont pour moi une évidence (c'est exprès que je ne mets pas de majuscules à leurs noms).

Un message de Mireille Pizette

Bien que la discussion n'ait pas lieu d'être ici, je ne peux m'empêcher de réagir au message de Edith car je ne voudrais pas que les personnes absentes aux réunions interprètent incorrectement les informations. Tout d'abord, s'il s'agit de reverser EVENTUELLEMENT de l'argent à d'autres associations, alors ce n'est pas 'une DECISION mais une PROPOSITION à laquelle évidemment on n'est pas obligé d'adhérer. A mon avis, aucune décision de ce genre ne pourrait d'ailleurs être prise tant que Khedher lui-même ne se serait pas exprimé sur le sujet, tant qu'un état des comptes n'aurait pas été fait et tant qu'un "après Khedher" ne se serait pas trouvé au terme de discussions que je souhaite vivement... De plus, je tiens à rétablir la vérité selon laquelle un certain nombre de personnes dont je fais partie ont donné de l'argent, du temps, de l'énergie et beaucoup d'affection au comité de soutien à Khedher sans avoir jamais rencontré cette aimable personne auparavant. Si ces gens-là ne s'étaient pas mobilisés aussi, la lutte n'aurait peut-être pas été telle que nous la connaissons et c'est tant mieux si elle sert d'autres situations critiques. Enfin, il en est près de nous qui ne s'appellent pas Lambda, et qui méritent le respect (et de manger tous les jours, si possible au chaud...). De leur part, mille mercis à ceux qui, ces derniers jours, ont généreusement répondu à l'urgence de leur situation.

Un communiqué de Jean-Claude Amara, de "Droits devant !!"

12 novembre 2009

POUR UNE REGULARISATION GLOBALE

DE TOUTES ET TOUS LES TRAVAILLEURS SANS-PAPIERS :

NOUVELLE MANIFESTATION

SAMEDI 14 NOVEMBRE JUSQU'AU MINISTERE DE LA HONTE.

Après la manifestation exemplaire du 10 octobre, qui a réuni plus de 10.000 sans-papiers dans les rues de Paris, le Collectif des Sans-papiers 75 et les collectifs de la rue Baudelique appellent à une nouvelle manifestation ce samedi 14 novembre 2009.

L'objectif de cette manifestation est d'exiger à nouveau du gouvernement la mise en place d'un processus de REGULARISATION GLOBALE DE TOUTES ET TOUS LES TRAVAILLEURS SANS-PAPIERS, seule solution pour que cessent les discriminations, la surexploitation et la répression.

Forgé par 14 ans d'expérience, le combat des sans-papiers prend aujourd'hui une nouvelle dimension, que le gouvernement doit prendre en compte, faute de quoi il sera confronté à des mobilisations dans la durée toujours plus amples et à une détermination toujours plus affirmée.

Plutôt que de promouvoir une pseudo consultation sur l'identité nationale afin de récupérer les voix les plus réactionnaires, il serait essentiel, pour la démocratie, pour l'égalité des droits, pour vider l'abcès colonialiste, d'engager un débat national sur les bienfaits culturels, humains, politiques et économiques de l'immigration.

MM. Sarkozy, Besson et consorts, assez de démagogie, d'électorisme et d'hypocrisie.

Assez de contorsions et de gesticulations médiatiques :

MAINTENANT, REGULARISEZ !!

CONFERENCE DE PRESSE DES COLLECTIFS DE SANS PAPIERS :

VENDREDI 13 NOVEMBRE A 11 H 00
14, RUE BAUDELIQUE
PARIS 18ème (Mo : Jules Joffrin ou Simplon)

ET

MANIFESTATION SAMEDI 14 NOVEMBRE A 14 H 00

DEPART : PLACE DENFERT-ROCHEREAU
JUSQU'AU MINISTERE DE LA HONTE

à bientôt

Pour le Comité de soutien à Khedher

Patrice Forget
Chapelèche
F - 07190 Gluiras
Tel / Fax : 33 (0)4 75 66 60 92
Mobile : 33 (0)6 10 74 06 41
E-mail : patrice.forget050@orange.fr



Exister, c'est résister

Samedi 14 novembre 2009

Vous trouverez ci-dessous une information importante de Mireille Pizette concernant la situation de Khedher, et aussi (encore !) des messages sur l'argent du comité et son utilisation...

Un message de Mireille Pizette

(ou "**La mobilisation du Comité de soutien serait-elle efficace ?**")

*Information ou confirmation importante : j'étais cet après-midi (NDR : vendredi 13 novembre 2009) au Conseil Général avec 5 autres membres de RESF Privas où nous avons été reçus par Messieurs Terrasse et Saulignac. **Pascal Terrasse a affirmé que Khedher obtiendrait son autorisation de travail fin novembre** (et non sa carte de séjour, comme quelques-uns ont pu mal interpréter). **Il a dit que le préfet s'y était engagé** (mais c'est un engagement quelque peu nuancé par Monsieur Saulignac qui n'a pas manqué de rappeler qu'au printemps, nous avons été "baladés" par de semblables engagements pendant plusieurs mois).*

Un message de Mireille Cluzet

*Lors de notre dernière ag RESF privas du mardi nous avons évoqué le projet de diffuser le film "**Walter, retour en résistance**". Zou (Gisèle Passagne dont je te joins le l'adresse mail zou.passagne@wanadoo.fr), est chargée de prendre contact avec Patrick Dallet responsable du cinéma de Privas.*

Je vous propose de vous coordonner. Je lui joins ce mail.

A suivre donc

Un message de Edith Flory

Bonjour,

Je ne pensais pas soulever une telle polémique lors de l'envoi de mon message dans lequel je demandais que les fonds récoltés pour Khedher restent à Khedher, Nathalie et Colette, comme prévu à l'origine de la démarche.

Enfin, finalement, communiquer à du bon !

Je voudrais juste apporter quelques précisions à mes propos : lorsque je parle de sans-papiers lambda, ce n'est pas péjoratif, c'est juste la façon de désigner les malheureusement et très nombreux autres sans-papiers que Khedher.

Depuis, certains éléments portés à notre connaissance laissent à penser qu'il ne restera pas beaucoup d'argent.

En effet, Colette ayant du licencié Khedher, vient de se voir réclamer la somme de 3300 euros à verser à Khedher à titre d'indemnités de licenciement. Je pense que si nous suivons la logique suivie par le comité de soutien à Khedher, cette somme devrait être prise en charge par les dons faits à Khedher, mais cette décision doit bien sur être prise par le collectif, sûrement lors de la réunion du vendredi 20 novembre où je l'espère, nous viendrons nombreux.

Un tel élan de solidarité de toute façon ne peut se réduire à un débat sur des questions d'argent.

Et puis entre gens de bonne volonté je ne doute pas un seul instant que nous trouvions un accord qui satisfasse tout le monde.

Rappelons-nous juste un des tous premiers slogans que nous scandions : "il vit ici, il travaille ici, il aime ici, Khedher doit rester parmi nous", nous nous sommes donnés les moyens d'y arriver, continuons dans cette ligne !

Cordialement à tous et rendez-vous au 20

Un message de Jean-Claude Caty

Le courriel de ce soir (NDR : jeudi 12 novembre 2009), me fait plaisir !

Mercredi, en allumant France Inter, je suis effectivement tombé sur ce grand moment de Stéphane Hessel.

Je n'avais pas réussi à savoir qui avait parlé.

Merci donc infiniment d'avoir transmis ce lien !

Puisqu'il est question de résistance, je voudrais aborder un sujet très important pour lequel nous aurons à faire preuve d'une très grande capacité de résistance.

Nous entendons régulièrement parlé d'urgence climatique, d'urgence environnementale, ...

Malheureusement, l'urgence qui risque d'avoir le plus de conséquence est la crise énergétique. Je m'intéresse et creuse le sujet depuis début 2006 (presque 4 ans). Plus le temps passe, et plus l'urgence se fait sentir. Pour qui sait les lire, les piques envoyées par cette crise se multiplie.

Pour mieux comprendre de quoi il s'agit, j'ai tenté de vulgariser le thème dans un article publié sur le net :

<http://www.snui.fr/snui-locaux/dg/spip/spip.php?article185>

Depuis ce printemps, j'ai animé 4 conférences-débats en sud Ardèche (Joannas le 24 avril, Rocles le 6 juin, Aubenas le 12 juin et Lanas le 26 avril).

Si le sujet te semble important, je suis prêt à renouveler. J'ai préparé un diaporama sur mon ordinateur portable pour faciliter ce type d'animations.

Seul petit problème : je suis à Privas et sans voiture (ce qui explique d'ailleurs que je ne puisse malheureusement me rendre à Saint-Sauveur comme je le souhaiterai ...). Je peux cependant me déplacer à vélo selon des modalités à définir.

Cordialement

Un message de Béatrice Villette

Je pense que le Comité de soutien à Khedher a été créé pour aider Khedher, il n'est pas normal que l'argent soit utilisé à autres choses...

De plus, je pense que Khedher ne doit pas être dans une situation pécuniaire très facile.

Un message de Martine Corneloup

Régularisation de tous les sans-papiers !

Nous nous battons, nous nous battons pour des idées !

Qu'ils s'appellent Khedher, Missaï, Annia, Haruki, ou Boubakar, c'est leur dignité, leur droit de vivre en hommes et en femmes libres, leur droit à une existence décente qui est au centre de nos préoccupations.

Qu'ils s'appellent Khedher, Missaï, Annia, Haruki ou Boubakar, qu'ils soient primo-arrivants ou installés depuis plusieurs années dans notre pays, c'est de notre solidarité et de nos actions en faveur de la reconnaissance de leur individualité et de leurs droits qu'ils ont besoin.

Qu'ils s'appellent Khedher, Missaï, Annia, Haruki ou Boubakar, qu'ils viennent d'Afrique du nord ou d'Afrique noire, des pays du soleil levant ou de l'Europe de l'Est, qu'ils migrent pour échapper à la guerre ou à la misère, qu'ils viennent chercher refuge ou retrouver leur famille, c'est du mélange et de l'échange que nous serons plus grands pour lutter contre tous les racismes et toutes les discriminations.

Lorsque nous descendons ensemble du col du Moulin à vent, c'est pour exiger, au-delà de la régularisation de Khedher, que la situation qu'il a connue ne se produise pas pour d'autres, que les dispositions du code d'entrée et de séjour changent en faveur de l'accueil de tous les migrants, que les mesures de reconduite à la frontière cessent, que les opérations d'arrestation et de répression massive des étrangers ne fassent plus la une des journaux, que dans les écoles, les villages, les institutions, les foyers, les valeurs de tolérance, de respect, de reconnaissance, de fraternité prennent toujours le pas sur la méfiance, le rejet, l'isolement.

A l'heure où le petit, le tout petit nicolas, veut faire de l'identité nationale un moteur de la cohésion sociale, il est urgent que chacun de nos positionnements, que chacune de nos paroles, que chacun de nos actes s'inscrivent au côté de tous les migrants, contre la répression et la normalisation, contre la stigmatisation des étrangers, contre l'uniformisation des désirs, des aspirations et des comportements.

Je ne connaissais pas Khedher, je ne connais pas encore Missaï, Annia, Haruki et Boubakar mais demain, s'il m'est donné de les rencontrer, s'il nous est donné de les rencontrer, j'espère et j'attends de ceux avec qui nous avons partagé ce grand élan de solidarité qu'ils s'engagent dans la bataille des droits à leur côté.

Supposer un seul instant que chaque don, chaque expression de générosité avait pour unique miroir Khedher, c'est faire si peu de cas des hommes, de ceux qui donnent et de ceux qui reçoivent, de leurs idéaux et de leurs attentes, que c'est d'abord de l'amertume que j'éprouve.

Un message de Ali-Patrick Louahala

Bonjour à tous,

C'est un revenant qui réapparaît depuis cette fin d'été si forte en mobilisation et en humanité.

L'expéditeur de SMS que j'étais a du faire face aux urgences professionnelles et familiales qui m'ont absorbé et éloigné de la belle histoire de "Khedher au pays des châtaignes". Je continue néanmoins à suivre l'affaire grâce aux courriels de Patrice et à mes retours épisodiques au Pays.

C'est ce recul qui m'amène à donner moi aussi mon point de vue sur la discussion apparemment vive en cours sur l'utilisation des dons récoltés et sur la suite de cette mobilisation (exemplaire faut il le rappeler !) ; j'interviens aussi, parce que comme tant d'autres j'ai cassé ma tirelire, donné de mon énergie et de mon temps et qu'il me plairait "quelque part" comme on dit, que cela ne soit pas vain.

Première remarque : c'est étrange comme les questions d'argent font très vite monter la mayonnaise ... voilà à quoi me font penser les échanges de courriel que j'ai lus patiemment : il semblerait que la question n'est pas tant de savoir comment utiliser une somme récoltée à des fins de solidarité pour une personne en difficulté, mais de savoir qui décide de son utilisation ...

Deuxième remarque (qui découle de la 1ère) : pour décider de l'utilisation des fonds récoltés, cela suppose un minimum de transparence et de "démocratie" et notamment quelle somme a été récoltée ? a-t-elle été utilisée ? pour quoi ? que reste-il ? quelles sont les perspectives de dépenses à venir ?

Je n'ai pas eu jusqu'à présent la moindre information à ce sujet, ni à ma connaissance le comité de soutien. Le modeste donateur que je suis aimerait en savoir un peu plus. Sinon rien d'étonnant à ce que les rêves plus fous s'emparent des esprits et s'échappent sur la toile ...

Troisième remarque : la démocratie et la transparence, conditions pour que les choses soient claires, suppose un cadre, une structure avec un minimum de règles de fonctionnement et de responsabilités notamment financières attribuées à des personnes clairement désignées. Faute de s'être constitué en association avec des responsables, un compte bancaire, etc, le comité de soutien n'est pas aujourd'hui le gestionnaire des fonds récoltés et, sans remettre en cause la gestion qu'en fait l'association 'Vitrines et savoir faire' détentrice des fonds, cela pose quand même de sérieuses questions ...

Dernière remarque plus personnelle : je me suis engagé dans cette mobilisation sans connaître Khedher, ni Nathalie, ni Colette comme la plupart des personnes qui se sont mobilisées bien au delà de St Sauveur et qui le reste. Il m'est vite apparu que Khedher n'était pas seulement une injustice due à l'acharnement de l'Administration mais bien un symbole fort, voulu par le Préfet et que nous aussi avons peu à peu fabriqué. Jacques Gaillot lors de sa visite à St Sauveur de Montagut a d'ailleurs parfaitement résumé cela : "voilà qu'un homme apparaît qui vous rassemble et vous ouvre de nouveaux horizons ...".

Il est évident pour moi que ce n'est pas seulement pour Kheder que j'ai donné de mon temps, de mon énergie et de mon argent ; si je limitais mon action à un individu il me semble qu'elle n'aurait aucun sens.

Enfin, la pire des choses serait de faire éclater la belle unité qui a prévalu jusqu'à présent aussi pour mettre un terme au débat (qui a le mérite d'exister) que les comptes soient publiés, qu'un 'budget' soit établi avec des perspectives à moyen et long terme (en particulier après la régularisation tant attendue ...) et que des responsables soient désignés.

Bises à tous ...

Jeudi 19 novembre 2009

Pour différentes raisons, cet E-mail collectif contiendra désormais uniquement des informations concernant la situation de Khedher, et, par extension, des informations générales concernant les sans-papiers et l'immigration. Toutes mes excuses aux expéditeurs de messages personnels.

Prochain Point Info

Vendredi 20 novembre 2009 à 18 h00
Ancienne salle du Conseil Municipal de Saint Sauveur de Montagut.

Une information de Pierre Duhaméau

Rapport 2008

sur les centres et locaux de rétention administrative par La Cimade

Dans la neuvième édition de son rapport sur les centres et locaux de rétention administrative, La Cimade dresse un état des lieux pour l'année 2008 des conditions d'enfermement des étrangers, des conséquences des quotas d'expulsion, avec en toile de fond la réforme de l'intervention associative auprès des personnes retenues.

Les actions juridiques entreprises par La Cimade et ses partenaires associatifs devant le tribunal administratif de Paris et le Conseil d'Etat, ont permis de faire reconnaître que la mission associative en rétention devait impérativement comporter une aide concrète et effective à la rédaction des recours pour garantir les droits des étrangers retenus. Le caractère national de cette mission a aussi permis à La Cimade d'assurer son rôle de témoignage, tout aussi essentiel pour la défense des droits des personnes. Ce rapport est une nouvelle fois l'occasion pour nous d'exercer ce devoir de témoignage.

Il se fonde sur le travail et les informations récoltées au quotidien par les intervenants de La Cimade en rétention dans les 23 CRA en France et en outre-mer, et dans 12 locaux de rétention. Nous écrivions dans notre précédent rapport, publié en avril 2008, que la politique du chiffre se traduisait par une réduction des droits des étrangers placés en rétention. Interpellations absurdes, violences dans les CRA, placements des familles, expulsions des malades, désespoir et révolte : le constat est le même, en pire, pour 2008.

Dans le même temps, l'industrialisation de la rétention administrative se poursuit. Le centre de rétention du Mesnil-Amélot II devrait entrer en activité au début 2010. Cinquante millions d'euros ont été dépensés pour ses 240 places, son système de surveillance et de cloisonnement ultra-moderne, son espace spécial pour

l'enfermement de familles et d'enfants, ses caméras, ses barbelés, etc. C'est un véritable camp d'internement administratif qui accueillera prochainement plus d'étrangers qu'il n'y a d'électeurs dans cette petite commune de Seine-et-Marne.

Le Rapport Cimade 2008 sur les centres et locaux de rétention administrative veut mettre en lumière cette poursuite de la criminalisation des migrants et de la systématisation de leur enfermement. Plus que jamais, la lutte contre ce processus réclame la mobilisation de toutes celles et de tous ceux qui sont attachés avant tout à l'humanité et à la défense des droits et libertés fondamentales des personnes.

Télécharger ce document : (416 p, 18 Mo) : <http://www.cimade.org/publications/38>

Un message de Françoise Doz

Bonjour à tous,

Bien que n'étant pas présente depuis la rentrée aux réunions je suis quotidiennement les nouvelles du comité.

Je tiens à apporter mon avis dans le vif débat de ces derniers jours.

J'ai beaucoup de mal à concevoir que l'on puisse soutenir Kheder et -de fait, ce qu'il représente- sans soutenir le fond de cette lutte et donc *tous les autres* sans papiers .(cela sans renier un élan personnel envers lui et Nathalie et l'intérêt que je porte à soutenir une cause proche et concrète)

Si cette mobilisation se résumait à un comité de soutien personnel , alorsje trouve difficilement les mots pour exprimer la désillusion qui serait la mienne .Ce serait un non sens à mon gout .

Je dois dire que ce débat m'a surpris et ...un peu choqué....

Et si ce magnifique élan de solidarité se résume à la solidarité à une personne ????? et non à une situation, à une loi , à une politique,???

Non tout cela n'a pas de sens. Nous ne sommes pas entrés dans Privas en criant "résistance" pour Khedher uniquement ou ce serait un grave malentendu...

Si les problèmes d'argent viennent détourner notre énergie de l'éthique de ce combat

Ce serait se laisser détourner d'une réflexion de fond sur la liberté, les droits de l'homme, l'humanisme.....etc et faire comme tant de politiciens !!!!

Ali Patrick résume parfaitement ce que je ressens,(on voit les esprits synthétiques !!!) et un peu de clarté et transparence dans la gestion des finances nous aiderait à la conclusion rapide, je l'espère, de ce débat .

amicalement.



MINISTERE DU TRAVAIL

Communiqué de presse

SANS PAPIERS : DES TRAVAILLEURS SONT EN GREVE, LEURS DROITS SONT BAFOUES, ET NOTRE MINISTRE FAIT LE MORT.

Depuis un mois les travailleurs (euses) sans-papiers sont à nouveau en grève pour obtenir leur régularisation. Ces grèves, appuyées par un collectif de 5 organisations syndicales et 6 associations concernent à ce jour plus de 5500 grévistes dans 1800 entreprises et 38 départements. D'ores et déjà, le gouvernement a été contraint d'ouvrir des discussions avec les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires et UNSA sur la production d'une circulaire de régularisation par le travail d'application nationale, le précédent texte ayant été annulé par le Conseil d'Etat.

Mais, alors qu'une première liste de 3200 grévistes a été déposée à la DGT le 26 octobre 2009 puis une deuxième le 9 novembre 2009, afin que leur statut de gréviste soit reconnu et protégé, ces réunions de concertation ne sont ouvertes qu'avec le seul Ministère de l'Immigration. Sans surprise, les priorités de ce Ministère sont très éloignées du droit du travail, et les discussions en cours achoppent sur une série de points (la durée d'ancienneté sur le territoire français, les métiers en tension, les professions de la sécurité...) le Ministère de l'immigration refusant par ailleurs de discuter de la situation des travailleurs (euses) sans papiers dissimulé(e)s par leurs employeurs et renvoyant justement la question au Ministère du travail.

C'est pourquoi il est inconcevable que le Ministère du travail ne soit pas partie prenante de discussions qui portent sur la régularisation par LE TRAVAIL à l'occasion de CONFLITS COLLECTIFS DE TRAVAIL qui touchent autant de travailleurs (euses) et d'entreprises au même moment. Il est aussi inconcevable qu'il n'intervienne pas afin que soit pris en compte les milliers de salariés parmi les plus fragilisés parce que non déclarés et dont certains d'entre eux sont de surcroît exposés à des risques professionnels graves (amiante, plomb, produits CMR..) ou victimes d'accident de travail. =

A l'heure enfin ou, de référés en astreintes financières, d'ordonnances sur requête, en évacuation pures et simples, les mesures se multiplient, parfois à la limite de la légalité, pour intimider les grévistes, le silence du Ministre du travail est assourdissant et inacceptable !

Vendredi 20 novembre 2009

Vous trouverez ci-dessous une **analyse sur l'identité nationale** par Odile Schwertz-Favrat, et un **communiqué de Jean-Claude Amara** de "*Droits devant !!*", qui est un texte d'appel à l'action en gagée ce matin vendredi 20 novembre 2009, par des dizaines de femmes travailleuses sans-papiers au salon des "services à la personne" Porte de Versailles, en présence de Laurent Wauquiez.

(Laurent Wauquiez est secrétaire d'Etat chargé de l'emploi et maire du Puy. Une délégation d'une dizaine de personnes du Comité de soutien l'ont rencontré le samedi 24 octobre 2009 au Chambon sur Lignon, et il a ensuite appuyé notre demande de droit au travail pour Khedher auprès du Préfet de l'Ardèche)

Une info de Pierre Guillard Identité nationale et Immigration

"Tous les jours depuis une quinzaine de jours, à la une de tous les médias! Les nouvelles trompettes du prêt à penser national se déchainent ! Et les spécialistes de l'audimat d'ajouter de même, que ce débat ne semble pas pour l'instant avoir la faveur de la majorité des FrançaisEs; Encore heureux...à l'heure où nos concitoyenNes ont bien d'autres chats à fouetter: chômage de masse déguisé en sentencieuses "restructurations", précarité galopante, augmentation de prélèvements obligatoires, attaques tous azimuts sur les salaires, les retraites, les prestations sociales, et même les prétendus privilèges des accidentés du travail, sans parler des conditions de travail en dégradation constante, des expulsions de logement, de la vie chère, beaucoup trop chère pour la plupart...avec pour finir l'abandon de la gestion de la misère aux seules associations caritatives de plus en plus dépourvues de moyens et qui pourraient participer à masquer cette misère si elles ne la dénonçaient pas.

Ce nouvel étouffoir de la juste colère d'un nombre croissant de personnes, parviendra-t-il à divertir l'opinion ? Peu sûr et encore moins si nous sommes nombreux à déjouer la mascarade, à ne pas enfourcher le nouveau dada gouvernemental que l'on voudrait ériger en grande question nationale.

A quelques mois de nouvelles échéances électorales , ce gouvernement qui n'a pas vraiment le vent en poupe, tente à l'évidence une nouvelle manoeuvre de diversion, grossière, même si elle est habillée de langage vertueux : "identité", amour de la nation, Valeurs de la République , grandeur de la France, "fierté d'être Français"(mot d'ordre introduit par l'extrême droite il y a une trentaine d'années)....Comme ces concepts ne sont jamais définis ni replacés dans leur contexte historique ce langage peut faire illusion un instant à bon compte!

La manoeuvre est double : occulter les problèmes et grapiller dans la droite extrême les voix de plus en plus nécessaires pour les scrutins à venir.

Le piège semble en revanche facile à déjouer, sauf à accrédi-ter que plus il est gros plus il prend, ce qui serait prendre les gens pour des imbéciles qu'ils ne sont majoritairement pas !

Cette nouvelle campagne d'intoxication "nationale" ne répond à aucune demande, ni des populations, ni des organisations syndicales et politiques, ni des associations... ChacunE appréciera le choix symbolique des lieux de ce débat, les préfectures, c'est à dire les lieux de l'identité nationale choisie, de l'identité nationale discriminée, de

l'identité nationale quantifiée de l'identité nationale exclue de l'identité nationale expulsée, de l'identité nationale matraquée!

Cette campagne est le deuxième volet d'un désastre annoncé avec le choix d'accoler au Ministère de l'Immigration (en faut-il un d'ailleurs) les attributs de l'Identité nationale" vouant à la vindicte populaire une immigration qui menacerait notre prétendue identité toujours à définir et à construire.

La crise actuelle est liée à bien d'autres facteurs, à des questions géopolitiques, aux désastres d'une mondialisation qui secrète une inégalité et une précarité structurelles avec plus d'un milliard d'affamés sur la terre et une volonté d'accueil dérisoire des pays nantis.

Sur ces questions-là nous avons des choses à dire.....

.....

*Odile Schwertz-Favrat
Fasti le 15 Novembre 2009*

Un communiqué de Jean-Claude Amara

DROITS DEVANT !!

44, rue Montcalm – 75018 – Paris

Tél : 01.42.58.82.22/18/28

www.droitsdevant.org <<http://www.droitsdevant.org/>>

LES « PERLES RARES » TRAVAILLEUSES SANS-PAPIERS S'INVITENT AU SALON DES SERVICES A LA PERSONNE PORTE DE VERSAILLES

EN PRESENCE DE M. WAUQUIEZ, SECRETAIRE D'ETAT A L'EMPLOI.

Ce vendredi 20 novembre à 11 h 00, des dizaines de travailleuses sans-papiers s'invitent au salon des services à la personne qui se tient à Paris, Porte de Versailles, du 19 au 21 novembre où elles interpellent M. Wauquiez, secrétaire d'état à l'emploi, afin qu'il les reçoive en urgence au Ministère du Travail.

La principale accroche publicitaire du salon s'adresse aux 250 entreprises et associations présentes, leur promettant d'y trouver la « perle rare » : nounou, femme de ménage, auxiliaire de vie... en vue d'une future embauche.

Or, ces dizaines de travailleuses sont des « perles rares » qui gardent les enfants, soignent les personnes âgées, vident les poubelles, font la cuisine, repassent, récurent, nettoient... Mais sont sans-papiers, livrées pieds et mains liés à une surexploitation et à une flexibilité indignes d'un état dit de droit.

Sans leur présence, leur constance et leur dévouement, des milliers de vieillards seraient morts lors de la canicule de 2003, en plus des 15000 censés.

Chacune d'entre elles travaille bien souvent pour deux, trois ou quatre employeurs, cumulant chaque semaine un nombre d'heures de travail énorme, la plupart du temps sous payé et « au noir ».

Isolées, contraintes au travail dissimulé, ces femmes ne peuvent, comme le font actuellement des milliers de travailleurs sans-papiers, se mettre en grève.

Elles ont donc décidé de se regrouper, de se mobiliser en menant des actions comme celle d'aujourd'hui pour exiger leur régularisation dans l'égalité des droits.

En une période où la France n'a jamais eu autant besoin de travailleuses dans l'aide à la personne, comme le démontre la tenue de ce salon, le gouvernement doit régulariser globalement ces dizaines de milliers de femmes pour mettre un terme à cet esclavagisme d'un autre âge.

REGULARISATION GLOBALE DES TRAVAILLEUSES SANS-PAPIERS.



LOCALE EXPRESS



SAINT-SAUVEUR-DE-MONTAGUT

Le comité de soutien toujours en action

■ Le comité de soutien en faveur de Khedher Haddad, employé dans la pizzeria Fino, qui était sans papiers, est toujours actif. Si l'action menée tout au long de l'été sur la place de l'Horloge était plus visible du public, il n'en demeure pas moins que les différents acteurs restent toujours mobilisés. En effet, bien que bénéficiant d'un récépissé provisoire de 3 mois (jusqu'au 6 janvier 2010) lui permettant de séjourner sur le territoire français, Khedher n'a toujours pas l'autorisation de reprendre son travail. Le comité de soutien suit activement le dossier de demande de régularisation définitive tant pour le séjour que pour le travail. Le vendredi 4 décembre à 20h, salle "Le Manouiller" (ancienne mairie), il organise une table ronde regroupant plusieurs associations mobilisées sur le thème des "réalités rencontrées par les migrants sur notre territoire face à la politique des quotas".

Plus d'infos sur : <http://www.mairie-gluiras.fr/khedher/>
Prochaine réunion vendredi 20 novembre à 18 heures, salle du "Manouiller".